

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 45 (2018)

DOI: 10.11588/fr.2018.0.70115

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HÉLÈNE MIARD-DELACROIX

L'IMPENSABLE CONVERGENCE

La France et l'Allemagne face au monde depuis 1945¹

Le dictionnaire Larousse définit la convergence comme «une ressemblance acquise entre des animaux ou des plantes vivant dans un même milieu, ayant le même mode de locomotion ou le même régime alimentaire, alors que leurs ancêtres étaient beaucoup plus différents». Il s'agit là de biologie, tandis qu'en neurologie la convergence est »l'intégration par une cellule nerveuse des signaux venus d'endroits différents qui convergent sur elle«². Ces deux propositions proviennent de disciplines des sciences dites exactes, loin de la prétendue approximation de nos sciences humaines qui mêlent observation et interprétation – en se laissant parfois inspirer, dans leur cheminement heuristique, par des étincelles comme les proposent ici la biologie et la neurologie.

Il va être question ici, comme d'animaux ou de plantes vivant dans un même milieu, ayant le même régime alimentaire etc. et comme de cellules intégrant des signaux venus d'endroits différents, de la France et l'Allemagne face au monde depuis 1945, avec un titre en forme de verdict, sans point d'interrogation: l'impensable convergence.

Ce choix a à voir avec l'histoire franco-allemande qui est devenue au fil des travaux un sous-domaine à part entière de l'histoire des relations internationales. Mais, en raison du voisinage géographique, des points nombreux de contact et d'un lourd passif qui a contraint à une meilleure intelligence de l'autre, c'est aussi et surtout une histoire faite de comparaison, de recherche de contrastes, des circulations, des influences, des transferts, ou, pour résumer, des effets réciproques de l'existence de l'autre. Et c'est une histoire de ressemblance croissante.

Le défi est ici d'appréhender une telle histoire par un domaine où une différence profonde persiste entre les deux pays depuis la seconde partie du XX^e siècle, où l'on ne peut attendre le grand récit d'un rapprochement, d'une similitude croissante. Les travaux d'Hartmut Kaelble ont mis en évidence cette convergence franco-allemande, mesurable en histoire sociale, véritable caractéristique de l'histoire du second XX^e siècle, et faisant partie du processus de rapprochement des pays européens³. Ce fut largement un processus volontaire, tant dans le domaine politique qu'économique, mais aussi

1 Texte remanié de la Conférence annuelle de l'Institut historique allemand de Paris du 13 octobre 2017.

2 Dictionnaire Larousse en ligne, URL: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/convergence/18988> (19.2.2018).

3 Hartmut KAELBLE (dir.), *Der Boom 1948–1973. Gesellschaftliche und wirtschaftliche Folgen in der Bundesrepublik Deutschland und in Europa*, Opladen 1992, p. 219–227; *id.*, *Les relations franco-allemandes de 1945 à nos jours. Défis, acquis, options nouvelles*, Ostfildern 2004; *id.*, *Nachbarn am Rhein. Entfremdung und Annäherung der französischen und deutschen Ge-*

une évolution se réalisant indépendamment d'une démarche volontariste, avec une similitude croissante des modes de vie, des systèmes de valeurs, des structures familiales – n'en déplaise à ceux qui subsument de structures familiales anciennes des comportements immuables et pétrifiés dans le présent.

Or il y a un domaine où similitude et rapprochement sont perçus comme impensables, échappant en quelque sorte à cette tendance lourde: c'est la présence des deux pays sur la scène internationale, leur place et leurs moyens d'exercer une influence dans le monde. Cette convergence est d'abord impensable au sens commun et exclamatif, pour qualifier une chose impossible selon des données structurelles, selon les moyens à disposition, selon les intérêts respectifs. Elle est impensable aussi parce que tellement difficile à penser. Il y a à cela des raisons historiques qui semblent évidentes après la fureur de l'Allemagne nazie conquérante et criminelle et après la rupture de 1945. Mais n'est-ce pas l'occasion d'interroger la pérennité et la transmission de modèles d'action de l'État? D'observer des schémas d'appréhension de l'espace monde? D'examiner les représentations de soi et des autres? Jusqu'à se hasarder vers l'idée d'une construction communicative de la réalité, selon le terme des constructivistes, en questionnant la notion de rayonnement, entre autoperception et hétéroperception? L'alternative, qui n'en est une qu'en apparence, serait de rester fidèle à une approche classique réaliste, où les États ont avant tout des intérêts qu'ils servent dans des constellations en mouvement.

Par rapport à une histoire franco-allemande bilatérale, l'effort est fait ici de sortir d'une approche d'entre-soi, de regard en tête à tête, pour l'ouvrir sur le monde, sur les deux pays face au monde. Avant même que la globalisation soit devenue le cadre et un déterminant des actions politiques, économiques et financières, pour la France, et pour l'Allemagne différemment, le monde comme horizon a bien été là au siècle précédent, et d'une manière aiguë, dans les décennies depuis 1945⁴.

sellschaft seit 1880, Munich 1991; ID., Sozialgeschichte Europas 1945 bis zur Gegenwart, Munich 2007.

- 4 Sur l'histoire de la politique étrangère des deux pays, les titres sont nombreux. Notamment Frédéric BOZO, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris 2012; Wilfried von BREDOW, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland: Eine Einführung*, Wiesbaden 2006; Jacques DALLOZ, *La France et le monde depuis 1945*, Paris 1993; Christian HACKE, *Weltmacht wider Willen. Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort-sur-le-Main, 1993; Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland: von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*. Mit einem Vorwort von Gordon A. CRAIG, Munich 2003; Helga HAFTENDORN, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung: 1945–2000*, Stuttgart 2001; Helga HAFTENDORN, Georges-Henri SOUTOU et al., *The strategic triangle: France, Germany, and the United States in the shaping of the new Europe*, Washington 2006; Ulrich LAPPENKÜPER, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland 1949 bis 1990*, Munich 2008; Reinhard MEIER-WALSER, Alexander WOLF (dir.), *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland: Anspruch, Realität, Perspektiven*, Munich 2012; Frank R. PFETSCH, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland: von Adenauer zu Merkel. Eine Einführung*, Schwalbach/Ts 2012; Andreas RÖDDER, Wolfgang ELZ (dir.), *Deutschland in der Welt: Weichenstellungen in der Geschichte der Bundesrepublik*, Göttingen 2010; Gregor SCHÖLLGEN, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland: von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Munich 2013; Hans STARK, *La politique internationale de l'Allemagne. Une puissance malgré elle*, Villeneuve d'Ascq 2011; Maurice VAÏSSE, *La Grandeur: la politique étrangère du général de Gaulle (1958–1969)*, Paris 1998; ID., *La puissance ou l'influence? La France dans le monde depuis 1958*, Paris 2009.

En observant France et Allemagne *face* au monde dans l'espace réduit de ce propos, il est impossible de prendre en considération tous les acteurs en action et il faut résoudre à n'évoquer que marginalement les forces profondes de cette histoire des relations internationales. Il n'est pas non plus question de faire une présentation encyclopédique qui convoquerait tous les pays du monde. Ce texte sera plutôt une promenade globale, une réflexion qui suivra le cours du temps mais sans la gageure de l'exhaustivité, plutôt en touches impressionnistes. Avec trois moments, articulés sur la période de reconstruction après 1945, sur les décennies de la guerre froide et, enfin, sur la sortie du monde bipolaire qui conduit jusqu'au temps présent.

On s'efforcera de garder à l'esprit, dans cette promenade, trois acceptions différentes du terme de convergence, qui sont plus connues de nous que celles de la biologie ou de la neurologie.

- une acception plutôt géométrique, qui qualifie le fait de converger, de tendre vers un même point, de deux lignes qui concourent à se rejoindre en *une seule* ligne commune:
- le fait de tendre vers un même *but* ou un même résultat, ainsi que les *efforts* déployés dans cette entreprise
- et une acception plus banale, pour le fait de présenter des *analogies*, voire des points communs.

C'est à cette aune que pourra être évaluée, en confrontation, la position respective de la France et de l'Allemagne face au monde, en mutation depuis 1945.

Pour tâcher de penser l'impensable, il faut essayer de penser le jeu entre les moyens matériels et les projections ou représentations de l'action extérieure, mais également l'impact de l'injonction extérieure sur l'image de soi. Cela entre deux approches apparemment inconciliables de l'influence, entre une France qui a conservé l'ambition, ou la prétention, de tenir un rang mondial avec les attributs de la puissance et l'Allemagne qui a préféré la poursuite discrète d'intérêts dans une politique de retenue.

Cette promenade débute en 1945, à l'heure de la libération après la catastrophe et l'effondrement.

1

Si tout semble les opposer, les deux pays partagent en 1945 le destin commun de l'après conflit et, certes de façon différente, ils sont tous deux déçus de leur statut antérieur. Mais avec des différences notables: l'Allemagne est vaincue et défaite alors que la France de de Gaulle, qui a connu l'humiliation de 1940, s'est attachée dès 1944 à gagner le statut de vainqueur. Elle l'obtient miraculeusement des trois grands (États-Unis, Union soviétique et Royaume-Uni), ce qui lui donne notamment une capacité d'action, comme puissance d'occupation, sur et en Allemagne⁵. Après 1945, ce qui reste de l'Allemagne est mis sous tutelle en tant qu'État, et se plie aux restrictions imposées par les vainqueurs: »l'Allemagne« n'est plus une puissance du tout, tandis que la France aimerait bien en redevenir une.

5 Voir Bozo, *ibid.*, p. 9.

Face au monde, l'Allemagne n'existe plus, son seul nom est associé à l'infamie. On y voit peu au-delà d'un horizon de ruines, tant les ruines matérielles que celles de sa renommée, c'est un paria entouré d'anciens ennemis. Occupée, divisée, sa non-existence internationale se manifeste dans l'absence de souveraineté dans ses relations avec l'extérieur. Pour les zones de l'Ouest, la tutelle des puissances d'occupation se poursuit après la création de la République fédérale d'Allemagne en 1949. C'est sous contrôle allié qu'est créé en 1952 un très modeste appareil diplomatique qui, du prestigieux *Auswärtiges Amt*, n'a à peu près plus que le nom. Le contrôle que la France co-exerce sur le potentiel agresseur récidiviste devient progressivement plus bienveillant à la faveur de la guerre froide qui redistribue les rôles et modifie la partition confiée à l'Allemagne de l'Ouest dans le nouveau concert⁶. Mais pour cette République fédérale vertueuse qui accepte la décence de l'effacement, l'horizon n'est pas le monde. Il s'arrête à l'Est soviétique menaçant et à l'Ouest américain protecteur, avec, entre les deux, l'espace ouest-européen où se présente la chance d'une construction apaisée. Pour la France de la première décennie d'après-guerre, le cadre est le même, mais la conséquence tirée en est inverse. Elle est résumée par un mot postérieur de de Gaulle, formulé à la fin de sa présidence, un précepte dont la durée de la validité est laissée à notre appréciation: »C'est parce que nous ne sommes plus une grande puissance qu'il nous faut une grande politique, parce que, si nous n'avons pas une grande politique, comme nous ne sommes plus une grande puissance, nous ne serons plus rien.«⁷

Or le grand monde existe encore pour la puissance coloniale – sauf que la IV^e République connaît surtout des frustrations. La politique de coercition envers l'Allemagne, qui faisait partie de la stratégie de reconquête d'un statut en même temps que de la sécurité, a dû être révisée dans un projet collectif de redressement de l'Allemagne. Sous la pression ferme des États-Unis, l'issue en est l'heureuse solution de la construction européenne permettant de combiner l'encadrement de l'ancien ennemi, l'affirmation de la France et la mise en place de dispositifs vertueux susceptibles de servir l'émancipation par rapport au grand protecteur américain.

Le gouvernement d'Adenauer n'a alors ni les moyens, ni l'aspiration d'une politique dans le monde, mais il espère retrouver la confiance de partenaires et la dignité d'être un allié sûr en Europe. Se plier et renoncer à de la souveraineté que l'on n'a pas encore comme moyen de reconquérir une marge d'action constitue une dialectique très particulière. Être reconnu, mais à l'échelle mondiale, voilà plutôt alors le souci de la France. Le 9 mai 1950, Paris saisit l'opportunité d'être une force de proposition en lançant le Plan Schuman, grande initiative dans le secteur clé du charbon et l'acier qui permet de faire la guerre mais peut aussi assurer la paix. À l'échelle régionale, France et Allemagne découvrent les atouts qu'ont la mise en commun des ressources, les abandons de souveraineté et des nouveaux dispositifs de décision⁸.

6 Georges-Henri SOUTOU, *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943–1990*, Paris 2001; Heinrich-August WINKLER, *Geschichte des Westens*, vol. 3: *Vom Kalten Krieg zum Mauerfall*, Munich 2014

7 Entretien de de Gaulle avec Philippe de Saint-Robert en avril 1969, *Le secret des jours*. Une chronique sous la V^e République, Paris 1995, p. 131.

8 Stefan SEIDENDORF (dir.), *Le modèle franco-allemand: les clés d'une paix perpétuelle? Analyse des mécanismes de coopération*, Villeneuve d'Ascq 2013.

L'autre grande frustration pour la France, qu'il faut transformer en force, est sa marginalisation après la perte de l'Indochine et l'humiliation lors de la crise de Suez en 1956 qui confirme l'organisation bipolaire du monde et révèle l'irruption du Tiers-Monde face aux puissances coloniales. L'Allemagne n'a pas ces soucis, elle a perdu ses colonies dans la Grande guerre. Pour la République fédérale ne se pose pas la question de l'alignement – car dans le monde bipolaire elle ne se pense qu'alignée sur les États-Unis – au moment où Paris entre en compétition avec le grand allié dans la zone traditionnelle d'influence des Européens au Moyen-Orient⁹.

Les différences et les contrastes entre les deux pays sont frappants. Dans les années 1950 et 1960, l'Allemagne voit sa politique contrainte dans un double carcan, celui de la guerre froide et celui de la culpabilité historique, et surtout elle n'aspire pas à s'en affranchir, avec la conviction que la discrétion et le retrait sont la seule alternative à l'hybris funeste du passé. Aussi, en dehors de l'entreprise de réalisation du Marché commun qui doit apporter la croissance et la prospérité, sa ligne ne converge pas avec celle de la France de la 5^e République. Alors qu'à Bonn reste prioritaire l'objectif de rétablir l'unité nationale dans la subordination à l'indispensable protecteur américain, tandis que l'esprit y est à l'efficacité dans le profil bas, de Gaulle défend « une certaine idée de la France » et une politique de grandeur dans les blocs tout en tentant de les transcender, pour dépasser le « système de Yalta ». À côté de l'Allemagne docile, la France est perçue à l'extérieur, en particulier aux États-Unis, comme un partenaire ambivalent et agité, potentiellement déloyal¹⁰. Vu de Moscou la France de de Gaulle, qui parle de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, est peu ou prou une dictature militaire, à la fois un perturbateur et un interlocuteur à prendre en considération, au moment où elle développe la force nucléaire, pierre angulaire de la défense de la France indépendante, et qu'elle liquide le fardeau des colonies, avec un succès comme on le sait très inégal¹¹.

La nouvelle politique africaine de la France, largement considérée comme d'inspiration néocoloniale avec la mise en place de la Françafrique, est fondée sur un idéal universaliste mais est centrée sur le maintien des régimes et sur le rayonnement de l'ancienne métropole dans l'Afrique francophone¹². La coopération culturelle, technique et militaire dans l'aire d'influence française qu'est la zone franc n'a pas d'équivalent allemand.

Ainsi domine entre les deux pays un contraste fondamental dans l'intention. La France de de Gaulle mène une politique planétaire, c'est-à-dire qu'elle renoue avec les présences anciennes qu'elle a eues par le passé au Levant, en Afrique, mais aussi en Asie, dans l'Océan indien et le Pacifique: elle réactive aussi les liens privilégiés avec les Américains francophones au Québec et elle joue sur la pérennité de son aura intellectuelle en Amérique latine. Face à une RFA discrète qui s'émeut surtout des avancées de la RDA, de Gaulle s'active en Extrême Orient, reconnaît la Chine populaire en 1964, attaque la politique américaine au Vietnam dans le discours de Phnom

9 Pierre MÉLANDRI, Serge RICARD (dir.), *Les relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris 2003. Sur ce passage, aussi BOZO, *Politique étrangère de la France* (voir n.4), p. 52s.

10 Johannes GROSSMANN, Hélène MIARD-DELACROIX (dir.), *Deutschland, Frankreich und die USA in den »langen« sechziger Jahren. Ein transatlantisches Dreiecksverhältnis*, Stuttgart 2018.

11 BOZO, *Politique étrangère de la France* (voir n. 4), p. 68.

12 Yves GOUNIN, *La France en Afrique. Le Combat des Anciens et des Modernes*, Bruxelles 2009.

Penh de 1966. Il parle avec Moscou la même année où il annonce le retrait du commandement intégré de l'OTAN¹³. Sa ligne est d'ébranler l'ordre établi en se faisant le promoteur de la détente.

Les contacts que renoue l'Allemagne fédérale, au Proche et au Moyen Orient, se font sous le double signe de la culpabilité et de la division allemande. À l'occasion de la guerre des Six jours de 1967, la France ancienne puissance mandataire choisit de sortir de l'exclusivité franco-israélienne pour rééquilibrer ses relations avec les pays arabes¹⁴. L'Allemagne fédérale ne peut pas se le permettre. Certes elle a aussi des relations très anciennes avec l'Empire ottoman et au Levant mais la rupture civilisationnelle de la Shoah a forgé l'engagement pour la sécurité d'Israël en «raison d'État», comme le dira en 2008 Angela Merkel en visite à Jérusalem¹⁵. L'accord de Luxembourg de 1953 a fixé la tentative, si faire se peut, d'une «normalisation» de relations conservant toutefois un «caractère spécial», comme l'a dit Willy Brandt devant le Bundestag dès son élection en octobre 1969¹⁶. La politique de *Wiedergutmachung*, de «dédommagement» comporta, dès 1955/56, la livraison de matériel militaire. Quant aux relations diplomatiques établies en 1965, elles ont conduit 10 États arabes à rompre leurs relations avec Bonn. Un revers pour les efforts visant à bloquer la reconnaissance de la RDA dans le monde arabe: Ulbricht en visite au Caire en 1965 fut un pied de nez à la doctrine Hallstein.

Ce sont donc une France voulant remettre en cause le *statu quo* et une Allemagne ne pouvant objectivement pas se le permettre qui se rapprochent en 1963 à la faveur de la fermeté française dans la crise de Berlin et de projets américains de défense jugés discriminatoires pour l'Europe. Le Traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 ne fut pas ce que dit le mythe de la soudaine réconciliation franco-allemande¹⁷ mais il cristallisa l'idée d'une complémentarité et de la possibilité d'agir ensemble – quand l'Allemagne y serait prête.

Quelles convergences à la fin de ce premier moment de notre histoire? En fait, très peu d'analogies et un style très différent. Quelques points communs de taille, tel l'Occident comme lieu d'appartenance. Et puis la convergence *a minima* comprise au sens de tendre vers un même but: la paix et la détente, la défense des intérêts communs dans l'existence de l'Europe, face à la tendance américaine à la traiter, selon le mot de Michel Jobert, comme une «non-personne»¹⁸.

Mais le positionnement de Bonn face au monde continue à se faire au sein de trois cercles et de leurs interactions, l'Alliance atlantique, la communauté européenne et les relations avec l'URSS¹⁹.

13 Frédéric BOZO, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris 1991; Philip H. GORDON, *A Certain Idea of France: French Security Policy and the Gaullist Legacy*, Princeton 1993.

14 Jacques FRÉMEAUX, *Le Monde arabe et la sécurité de la France*, Paris 1995.

15 Markus KAIM, *Israels Sicherheit als deutsche Staatsräson: Was bedeutet das konkret?*, dans: *APUZ* 6 (2015): *Israel und Deutschland*, p. 8–13, ici p. 8.

16 Willy Brandt, *déclaration de politique générale*, 28 octobre 1969, *Deutscher Bundestag*, 6^e législature, *Stenographische Berichte*, vol. 71, 5. Sitzung, p. 21.

17 Corine DEFRENCE, Ulrich PFEIL (dir.), *Le Traité de l'Élysée et les relations franco-allemandes (1945–1963–2003)*, Paris 2005.

18 VAÏSSE, *La puissance ou l'influence* (voir n. 4), p. 193.

19 Andreas WIRSCHING, *Abschied vom Provisorium. Geschichte der Bundesrepublik Deutschland 1982–1990*, Munich 2006, p. 499.

2

Cela perdure dans les décennies suivantes où, dans le face à face des Grands, l'Allemagne fédérale devient une «puissance malgré elle»²⁰. Le double carcan demeure, l'Allemagne restant, comme l'a dit plus tard en 1998 le ministre des affaires étrangères Joschka Fischer, un «État doublement lié»²¹ – par une histoire funeste et par son enfermement structurel dans le conflit Est-Ouest. Structurel avec la division de l'Allemagne et de Berlin et structurant pour la perception du monde et de soi dans le monde. Car ne pas s'aventurer bruyamment sur cette scène est devenu un élément de la culture politique ouest-allemande où l'on a très bien intégré l'injonction de modestie et de mesure formulée par les vainqueurs. Commence alors une période d'oscillation entre l'autorestriction et l'affirmation de soi²².

En comparaison avec la France, l'ouverture ouest-allemande à la Chine est tardive, en 1972. Elle se fait par rapport à Moscou et parce que la Chine offre de futurs débouchés commerciaux. C'est aussi plus tard que sont nouées des relations avec l'Europe orientale, avec l'Ostpolitik de Willy Brandt²³. Mais il y a là un passé autrement plus lourd à gérer avec les voisins immédiats que ce ne l'est pour la France! L'affirmation de soi, différente dans les motifs, fait converger pourtant les politiques française et ouest-allemande dans l'objectif général, qui est d'introduire du jeu dans le *statu quo* pétrifié. Les deux pays partagent l'idée que les échanges économiques sont des facteurs de la détente qui culmine avec la CSCE en 1975²⁴. Une idée qu'ils sont prêts à opposer ensemble aux présidents Carter puis Reagan quand revient la tension à la fin de la décennie. Mais quand Bonn voit avant tout la dimension régionale dans ses effets directs sur la question allemande et la sécurité, Paris envisage un cadre plus large pour les équilibres stratégiques.

Et l'Europe, dans tout cela? C'est un objectif commun avec des différences d'approche. Si Pompidou voit dans l'Europe une condition de la puissance de la France, Giscard d'Estaing et Schmidt partagent un intérêt immédiat à la concertation, en créant en 1974 un cadre pour trouver, après accord en bilatéral, des solutions de concertation et de convergence dans les domaines économique et monétaire²⁵. C'est la période où le couple franco-allemand devient, selon la formule d'Andreas Wir-

20 Le terme a été forgé par Christian HACKE, *Weltmacht wider Willen* (voir n. 4).

21 Cité dans HAFTENDORN, *Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung* (voir n. 4).

22 Comme Helga Haftendorn l'a formulé en allemand, *ibid.*

23 Stefan CREUZBERGER, *Westintegration und neue Ostpolitik: die Außenpolitik der Bonner Republik*, Berlin 2009; Peter BENDER, *Die »Neue Ostpolitik« und ihre Folgen. Vom Mauerbau bis zur Vereinigung*, Munich 1995.

24 Sur la CSCE voir notamment Helmut ALTRICHER, Hermann WENTKER (dir.), *Der KSZE-Prozess. Vom Kalten Krieg zu einem neuen Europa 1975 bis 1990*, Munich, 2011; Matthias PETER, «Sicherheit und Entspannung. Die KSZE-Politik der Bundesregierung in den Krisenjahren 1978–1981», dans: Matthias PETER, Hermann WENTKER (dir.), *Die KSZE im Ost-West-Konflikt. Internationale Politik und gesellschaftliche Transformation 1975–1990*, Munich 2012, p. 59–82.

25 Hélène MIARD-DELACROIX, *Le défi européen. Histoire franco-allemande de 1963 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq 2011.

sching, un «système de rouages mobilisant des intérêts complémentaires»²⁶ et faisant avancer l'ensemble du projet, avec l'idée que l'Europe peut devenir un acteur international, comme dans le dialogue euro-arabe. Le multilatéralisme permet à Bonn d'oser des positions et de s'exprimer plus clairement en Afrique. Un exemple en est donné par une conversation entre Helmut Kohl et le président tanzanien Julius Nyerere, en visite en Allemagne au mois de mai 1985. C'est en se référant à des interrogations lors du G7 de Bonn en 1985 que le puissant Helmut Kohl s'émeut auprès de Nyerere du fait que l'aide au développement «n'arrive pas toujours là où elle devrait». L'expérience de la CEE est selon Kohl «qu'on s'aide réciproquement pour apprendre à s'aider soi-même». Le message n'est pas reçu et la réponse du président tanzanien est claire, selon le PV de la conversation: «il veut juste plus d'argent»²⁷.

Mais il reste exclu à Bonn de penser sa position en termes de sphères d'influence en dehors de l'Europe. Moscou renforce sa présence partout dans le Tiers Monde, ce qui conduit à des confrontations avec la France, par locaux interposés. Le parachutage de la Légion sur Kolwezi en mai 1978 pour protéger et évacuer les quelque 3000 Européens sur place répond à l'attaque de rebelles poussés par Cuba et Moscou, contre le Zaïre. L'intention de Paris est censée, comme le dit Giscard d'Estaing, «protéger l'Afrique vis-à-vis des non-Africains qui la déstabilisent» dans la ligne gaullienne d'une troisième voie pour le Tiers Monde²⁸. C'est autrement que la question se pose pour l'Allemagne. La crise des approvisionnements en hydrocarbures, surtout après la guerre du Kippour de 1973, rend moins flous les contours de pays sur la carte allemande du monde. Les réserves de pétrole font réactiver d'anciennes relations, remontant à Weimar dans le cas de l'Arabie saoudite, avec laquelle Bonn a des relations diplomatiques depuis 1954²⁹. Pour la France et l'Allemagne l'attention se déplace vers les monarchies du Golfe avec, dans la région, une priorité accordée par Bonn à l'Iran et par Paris à l'Irak. Et la Libye, jusqu'alors dans le viseur de la France, devient un des plus importants partenaires commerciaux de l'Allemagne fédérale dans la région. Bonn s'y investit dans la formation de policiers. Mais reste en retrait lors des actions menées par la France, par des interventions militaires, comme pour bloquer l'agression libyenne au Tchad, et par l'intensification des relations avec le Maghreb, avec des contrats mirifiques d'achat français de gaz algérien³⁰.

Une convergence se dessine toutefois dans l'approche néoréaliste du commerce des armes avec le Moyen Orient – en même temps que perdurent des crispations allemandes. Lorsqu'en 1978 sont vendus à la Syrie des missiles anti-chars Milan de production franco-allemande, l'ambassadeur d'Israël à Bonn, Meroz, proteste. Genscher défend bien l'action de la France dans la région comme «un élément stabilisateur», mais en bilatéral Bonn réclame à Paris d'être informée très amont des projets de vente

26 WIRSCHING, Abschied vom Provisorium (voir n. 19), p. 519.

27 Compte-rendu de l'échange du Chancelier Helmut Kohl avec le Président Nyerere, 22.5.1985, à Bonn, AAPD 1985, Dok. 132, p. 676–682, ici p. 679.

28 Valéry Giscard d'Estaing cité notamment par «Le Devoir», Montréal 23.5.1978 et «L'Express», 15.12.1979.

29 Rolf STEININGER, Deutschland und der Nahe Osten. Von Kaiser Wilhelms Orientreise 1898 bis zur Gegenwart, Munich 2015.

30 VAÏSSE, La puissance ou l'influence (voir n. 4), p. 402.

d'armes communes³¹. Le Quai répond que les hésitations allemandes retardent les affaires et augmentent le risque de perdre les marchés face à la concurrence britannique. Sauf que Bonn est confronté à la semonce israélienne évoquant les implications psychologiques si des armes allemandes touchaient des colonies israéliennes et tuaient des juifs. Lors de la vente de chars allemands Léopard à l'Arabie Saoudite la même année, Helmut Schmidt subit des attaques très violentes de Menachem Begin l'accusant publiquement d'avoir été un nazi, peut-être même un criminel de guerre³². Cet exemple illustre la contrainte combinée du poids du passé et de l'injonction extérieure (hétéroperception), puis l'intégration de ce complexe dans l'élaboration de la politique étrangère (autoperception). Une équation que ne connaît pas la France dans l'approche réaliste du rapport au monde, dont les ventes d'armes sont l'expression la plus crue.

Avec la livraison d'installations industrielles, l'Allemagne poursuit discrètement, en bon esprit de compétition avec la France, son approche pragmatique du commerce international. En 1976 est signé avec l'Iran un contrat de livraison de deux centrales nucléaires allemandes pour un montant de 8 milliards de Mark, le plus gros contrat jamais signé par le pays. Avec le Shah d'Iran, les relations sont étroites, même si, en raison de l'émoi suscité par la visite du Shah à Berlin en 1967, la circonspection est de rigueur. Lors de la célébration grandiose du 2500^e anniversaire de la fondation de l'empire perse à Persépolis en 1971, le président fédéral Heinemann préfère se faire représenter. Mais l'Iran occupe une place centrale dans le dispositif ouest-allemand³³ – et ce jusqu'à la révolution islamique en 1979 qui porte l'ayatollah Khomeiny au pouvoir. Là, Bonn joue les intermédiaires pour la libération des otages américains à Téhéran. Et le pays va rester un partenaire commercial de premier plan pour l'industrie allemande.

La France n'est pas en reste en Iran avec de grands contrats civils et la participation iranienne à Eurodif, tout en livrant à l'Irak, en 1980, un réacteur nucléaire baptisé Osirak. Quand les deux voisins du Golfe entament en 1980 une guerre qui va durer huit ans, la France donne son appui militaire à Bagdad contre l'Iran, allant jusqu'à prêter à Saddam Hussein des avions français équipés de missiles – ce qui vaut à la France la colère de l'Iran et de la Syrie, des prises d'otages et une vague d'attentats en France dans la seconde partie des années 1980. Dans ce conflit Iran-Irak, en revanche, Bonn s'abstient, conformément à sa politique d'autorestriction ou de retenue. Toutefois, sa situation de fournisseur d'usines de production chimique à l'Irak (de firmes

31 Note de l'ambassadeur Herbst (Paris) sur l'échange de vues de Hans Dietrich Genscher et Louis de Guiringaud à Paris le 6.2.1978, Genscher informe Guiringaud de la démarche de l'ambassadeur d'Israël à Bonn, AAPD 1978, Dok. 33, p. 196–199, ici p. 198, note 11. Aussi Dok. 47: visite de l'ambassadeur Meroz au ministre Genscher à Bonn, 13.2.1978, p. 254–256.

32 Sous le signe de la stabilité et de la sécurité: quelle stratégie pour l'Allemagne fédérale en Europe dans les années 1980? Dossier sous la dir. de Hélène MIARD-DELACROIX dans: *Allemagne d'aujourd'hui*, 215 (2016), p. 114–216. Notamment la contribution de Dominique TRIMBUR, «Des relations normales au caractère particulier»: la RFA, Israël et le Moyen-Orient dans les années 1980, *ibid.*, p. 205–216.

33 La moitié des exportations de la CEE en Iran étaient alors *Made in Germany*. Sur les relations Allemagne fédérale – Iran, voir Frank BÖSCH, *Zwischen Schah und Khomeini. Die Bundesrepublik Deutschland und die islamische Revolution im Iran*, dans: *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 63 (2015), p. 319–349.

privées) la met en porte-à-faux vis à vis d'Israël qui dénonce la possibilité de fabriquer des gaz – allemands de surcroît – en vue de les utiliser contre des Juifs. L'Allemagne fédérale livre des masques à gaz à Israël et voit confirmée l'immense difficulté de faire accepter qu'elle ait dans la région une politique d'équidistance similaire à celle de la France. Alors qu'au fond, les deux positions sont similaires sur la question palestinienne.

Donc toujours pas de convergence franco-allemande? Malgré des analogies dans une approche de Realpolitik, pour des relations avec tout le monde, y compris les dictatures d'Amérique du Sud? Et n'y a-t-il pas de nuance partisane? La différence est peut-être dans le ton, le chancelier Brandt s'émouvant comme plus tard le président Mitterrand des atteintes aux droits de l'Homme. Mais les deux pays s'en accommodent au fond. L'Allemagne reste attachée à ce qu'on a appelé la politique du carnet de chèque, quand la politique française en reste à celle de la présence visible. Pourtant Schmidt et Giscard ont encouragé ensemble une autre approche, celle du multilatéralisme qui permet à l'Allemagne de ne surtout jamais agir seule – et de trouver des espaces de concertation comme dans les sommets du G7 initiés à Rambouillet en 1975³⁴.

Trois traits spécifiques caractérisent la façon ouest-allemande de se présenter dans le monde. C'est d'abord le choix du *soft power*, les efforts étant mis sur l'action culturelle, les Instituts Goethe opérant en similitude avec l'Alliance française, la tradition civilisatrice messianique en moins, et sans les infrastructures de la francophonie. C'est ensuite le rôle joué par la technique dans la présentation de soi à l'étranger avec des normes de comportement alliant, comme pour les produits, qualité et efficacité. Enfin c'est la diplomatie parallèle menée par la Bavière et Franz Josef Strauss en particulier, avec la réactivation de réseaux dans les anciennes colonies (Namibie, Togo) et dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. Parallèle est aussi l'action des fondations politiques allemandes, proches des partis, qui soutiennent l'opposition aux sandinistes au Nicaragua avec, à partir de 1979, des sommes à 7 chiffres³⁵.

Beaucoup plus proche, en Europe, domine une grande proximité franco-allemande avec l'engagement commun de Kohl et Mitterrand pour la construction européenne, allant du front commun face à Thatcher avec la solution du chèque britannique en 1984 à l'approfondissement de la coopération bilatérale en matière de défense, allant des efforts contre l'euroscélérose à la signature de l'acte unique et à l'UEM à Maastricht³⁶. Déjà en juin 1974, le premier ministre Chirac avait posé le principe que »la politique européenne ne fait plus partie de notre politique étrangère«, passée de

34 Sur les années Schmidt, voir Wolfgang JÄGER, Werner LINK, Republik im Wandel 1974–1982. Die Ära Schmidt. Deutsche Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Munich 1987, p. 275 à 445; Hélène MIARD-DELACROIX, Partenaires de choix? Le Chancelier Schmidt et la France 1974–1982, Berne 1993; Matthias WÄECHTER, Helmut Schmidt und Valéry Giscard d'Estaing. Auf der Suche nach Stabilität in der Krise der 70er Jahre, Brême 2011; Ulrich LAPPENKÜPER, Mitterrand und Deutschland. Die enträtselte Sphinx, Munich 2011.

35 Frank BÖSCH, »Mehr Diktatur wagen«? Der bundesdeutsche Umgang mit undemokratischen Staaten in den 1970/80er Jahren, communication au colloque »Wir wollen mehr Demokratie wagen«. Antriebskräfte, Realität und Mythos eines Versprechens, Bundeskanzler Willy Brandt Stiftung, Berlin 19.–20.9.2017, à paraître en 2019.

36 Hans STARK, Kohl, l'Allemagne et l'Europe. La politique d'intégration européenne de la République fédérale: 1982 à 1998. Paris 2004.

l'horizon à l'espace commun³⁷. Pour Bonn, l'intégration européenne sur base franco-allemande se confirme comme étant durablement, avec les relations germano-américaines, l'ossature de sa politique étrangère. »Nous n'errons pas entre l'Est et l'Ouest. Réunification et intégration européenne, Deutschlandpolitik et Europapolitik sont les deux faces d'une même médaille³⁸: ces mots qui combinent une formule de Brandt et une plus ancienne d'Adenauer sont ceux de Helmut Kohl au Bundestag, la veille de la chute du Mur de Berlin³⁹.

Quand s'annonce la »fin de Yalta« au tournant de 1990, les défis ne sont pas les mêmes. La France doit renoncer au confort de contester l'ordre établi tout en profitant de la protection collective⁴⁰. Elle choisit la prudence et donne d'elle l'image d'un pays voulant à tout prix préserver le *statu quo*. L'Allemagne est au contraire en plein mouvement, mais l'allégresse de la réunification se couple à de nouveaux défis, comme celui de repenser son rapport au monde en dehors du cadre bipolaire. Ce sera notre troisième moment, de la fin de la guerre froide à nos jours où la convergence devient pensable dans la complémentarité.

3

Avant le bouleversement des équilibres suite au virage gorbatchévien, à la réunification allemande et à l'effondrement de l'Union soviétique, le thème d'un nouvel ordre économique international (NOEI) avait été porté par la France de Giscard avec une première Conférence Nord-Sud en décembre 1975, mais aussi par l'ancien Chancelier Brandt promoteur d'un dialogue dans la conscience d'un monde plus large⁴¹. Cette nouvelle perception du global est une compréhension plus aiguë de l'interdépendance des régions du monde au moment où s'intensifient les flux et échanges.

Mais dans l'approche mondiale similaire des problèmes économiques est demeurée une différence nette dans les motifs d'action. Dans les années 1980 et 1990, les avancées allemandes en Afrique ont été plus sélectives que celles d'une France vue, selon la perspective, comme jalouse de son pré-carré ou comme garante de la stabilité régionale, et ce de plus en plus au-delà des anciennes colonies francophones. Après deux décennies de fort développement des exportations allemandes, ce fut une baisse massive des contacts commerciaux allemands avec l'Afrique subsaharienne, révélant

37 Jacques Chirac, déclaration de politique générale, à l'Assemblée nationale, 5.6.1974, URL: <http://discours.vie-publique.fr/notices/103002575.html> (21.2.2018).

38 Développement et citation in Barbara KUNZ, Stephan MARTENS, Hans STARK, L'Allemagne sur la scène internationale. En quête de stabilité dans un monde qui change, Villeneuve d'Ascq 2017, p. 11.

39 On se reportera utilement à la documentation Deutsche Einheit. Sonderedition aus den Akten des Bundeskanzleramtes 1989/90. Dokumente zur Deutschlandpolitik, Munich 1998. Pour la période précédente des relations interallemandes, Heinrich POTTHOFF (dir.), Die »Koalition der Vernunft«. Deutschlandpolitik in den 80er Jahren, Munich 1995.

40 Bozo, Politique étrangère de la France (voir n. 4), p. 191.

41 Marie-Claude SMOUTS, Valéry Giscard d'Estaing et le nouvel ordre économique international, dans: Samy COHEN, Marie-Claude SMOUTS (dir.), La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing, Paris 1985. Sur Brandt et la commission Nord-Sud, Bernd ROTHER, Wolfgang SCHMIDT, Einleitung – Über Europa hinaus. »Dritte Welt« und Sozialistische Internationale, Willy Brandt, Berliner Ausgabe, vol. 8, Bonn 2006, p. 15–109, en particulier p. 64–109.

un désintéret politique, relatif à la faible importance économique des partenaires. Le rapport respectif à l'Afrique montre en lumière crue deux paradigmes d'appréhension du monde, brutalement résumables dans l'opposition: mission universaliste *versus* business. Une conséquence: d'Allemagne, le regard reste empathique mais lointain quand la France est de très près impliquée dans la guerre civile au Ruanda. Paris est même mis en cause dans le génocide, accusée d'avoir soutenu le régime hutu au lieu de protéger les tutsi attaqués⁴².

Est-ce à dire que depuis 1945, rien, ou si peu, a changé? Ce serait ignorer des changements résultant autant de mutations internes que de la pression extérieure.

Après l'impression qu'une seule hyperpuissance, américaine, dominait le nouvel ordre mondial après 1991, le poids croissant de puissances émergentes a fait advenir un monde multipolaire. Sous le président néogaulliste Chirac au début du XXI^e siècle, la France tenta de s'adapter à la nouvelle donne par une mondialisation maîtrisée, où elle tiendrait son rang en privilégiant le dialogue des cultures (l'Asie en particulier) entre des grands ensembles d'acteurs régionaux⁴³. En même temps, le *made in Germany* achève d'installer une image positive en faisant reculer les raisons de l'opprobre antérieur. L'Allemagne redevient une puissance, pour ainsi dire, par la porte de derrière, privilégiant toujours le multilatéralisme et préférant ne participer qu'en second rang à des actions collectives. À côté de cette Allemagne qui a, de fait, gagné en rayonnement et prestige tout en continuant à refuser de se doter des moyens de la puissance militaire, la France, qui possède toujours le deuxième réseau diplomatique au monde après celui des États-Unis et les atouts de la puissance militaire, voit son image se dégrader en raison de sa moins bonne santé économique, y compris dans ses zones traditionnelles d'influence⁴⁴. Conservant une aspiration malgré des moyens moindres, elle accentue le choix de la politique européenne comme prolongement de l'action nationale. C'est ce que suggère le lancement du partenariat Euromed en 1995 entre les deux rives de la Méditerranée, dit processus de Barcelone.

Pourtant, alors que les deux lignes de la renommée semblent converger, entre les deux pays ont perduré, ces dernières années, de fortes divergences dans l'attitude ou dans la motivation. La guerre du Golfe après l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, a contraint la France à choisir entre la solidarité dans l'ONU et son soutien habituel à l'Irak. C'est la solidarité atlantique qui l'emporta et elle participa à la coalition Tempête du désert⁴⁵. L'Allemagne, fidèle à sa loi d'airain de la politique de retenue, s'abstint d'envoyer des soldats en plus du matériel de toute sorte d'une valeur de 3,3 milliards de Mark. Dans les reproches américains, elle sentit plus fortement la pression de George Bush père qui dès mai 1989 qualifia l'Allemagne fédérale de *partner in leadership*. Les seuls 49 soldats allemands envoyés pour être stationnés en Turquie, potentiel champ de bataille, suffirent à provoquer un émoi immense en Allemagne et à faire monter en flèche le nombre des objecteurs de conscience⁴⁶. La crise yougoslave éclatant à l'été 1991 montra un autre décalage, et même un désaccord

42 VAÏSSE, La puissance ou l'influence (voir n.4), p. 331.

43 Christian LEQUESNE, Maurice VAÏSSE (dir.), La politique étrangère du président Jacques Chirac, Paris 2013.

44 VAÏSSE, La puissance ou l'influence (voir n. 4), p. 52.

45 Ibid., p. 308s.

46 STEININGER, Deutschland und der Nahe Osten (voir n. 29).

franco-allemand sur la reconnaissance de la Croatie, jugée ›prématurée‹ en France, mais ›conséquente‹ en l'Allemagne. En bref, après des mois d'atermoiement, il y eut des casques bleus français et allemands sur le terrain – et à la fin il fallut l'aide des États-Unis pour résoudre le premier conflit d'après-guerre en Europe même. Au Kosovo en 1999, c'est la notion d'aide humanitaire qui rendit possible la première intervention de la Luftwaffe depuis la Seconde Guerre mondiale dans le cadre d'un conflit, alors que, à la lettre, la constitution ne l'autorisait pas.

Après le 11 septembre 2001 et face au défi terroriste, la crise irakienne en 2003 révéla soudain un front commun *contre* les États-Unis de George W. Bush, on assista à une nette convergence franco-allemande – mais pour des raisons différentes. Certes les deux pays s'appuyèrent l'un sur l'autre et refusèrent de soutenir l'intervention américaine en Irak, pareillement au nom de la défense du droit contre une action unilatérale sans mandat de l'ONU, mais ce sont deux ambitions quasiment inverses qui s'exprimèrent dans le discours du ministre Villepin aux Nations-Unies et dans le refus du chancelier Schröder. Le premier a voulu faire porter la voix de la France quand le second, en campagne, s'adressait à son opinion publique demeurée profondément non-interventionniste. En raison de cette permanence de la retenue allemande, l'Allemagne répugne à approuver les interventions armées – mais voit se modifier l'image qu'elle renvoie à l'extérieur. En mars 2011, lorsque la France a pris avec le Royaume-Uni la tête d'une intervention en Libye avec mandat de l'ONU, l'abstention de l'Allemagne au conseil de sécurité a produit plus d'agacement que de respect chez ses partenaires⁴⁷. L'injonction extérieure vis à vis de l'Allemagne a changé. Son refus systématique de recourir à la force armée finit par saper la crédibilité de l'attachement aux valeurs occidentales si l'on ne se montre pas prêt à les défendre.

Cet écart ne masque pas de nombreuses convergences. Ce sont d'abord des défis: Celui de l'Allemagne, c'est se penser dans le monde en répondant à la demande croissante qui lui est adressée, l'injonction extérieure contraignant au changement de l'image de soi. Celui de la France, c'est penser la poursuite de l'influence en reconsidérant ses positions, par exemple par le retour dans les structures intégrées de l'OTAN initié par Chirac et achevé par Sarkozy⁴⁸. Ce sont ensuite des hantises: pour la France, c'est celle du déclin, de ne cesser de marquer le pas devant la puissance exportatrice de l'Allemagne qui a trouvé en la Chine, en 2016, son premier partenaire commercial, devant les États-Unis et la France. Pour l'Allemagne, c'est la hantise de la paralysie, toujours en raison du passé. En novembre 2012 encore, elle s'est abstenue lors du vote de l'ONU sur l'accord à la Palestine du statut d'observateur non membre. Ce sont encore des prises de conscience: longues et lentes, quand la France commence à comprendre l'importance de l'Ukraine et l'Allemagne celle du Mali.

Les convergences, ce sont enfin des intérêts et des impératifs: coopérer dans des actions multilatérales, renforcer l'Europe à ses marges et, car c'est devenu logique, dans ses moyens internes de lutter contre les agressions extérieures. Cela n'est possible qu'en alliant les atouts des deux pays. Alors que l'Union européenne a progressé, radicalement mais aussi péniblement, avec des divisions internes dans la ligne à

47 KUNZ, La dimension militaire dans la politique de sécurité allemande, dans: KUNZ, MARTENS, STARK (dir.), *L'Allemagne sur la scène internationale* (voir n. 38), p. 203–217.

48 Frédéric CHARILLON, *La politique étrangère de la France*, Paris 2011, p. 146.

tenir face aux États-Unis et avec des crises financières, institutionnelles et organisationnelles, est partagée aussi la prise de conscience de la provincialisation de l'Union européenne à l'échelle globale. Et en même temps la conscience de ses atouts comme possible Europe puissance, à la fois acteur et protecteur, capable de tenir tête au président Poutine et de redéfinir ses relations avec les États-Unis de Donald Trump, selon la formule qu'avait forgée Hubert Védrine pour la France: »amis, alliés, pas (toujours) alignés«⁴⁹.

À mesure que l'environnement s'est montré plus hostile – la Russie en tension avec l'Allemagne, la Turquie au ton menaçant, la défection du Royaume-Uni avec le Brexit, la crise majeure en Méditerranée et la guerre au Moyen Orient – et maintenant la révolte catalane! – ont convergé les efforts pour être ensemble ce que l'Allemagne voit comme sa mission première, être un facilitateur discret et modeste aux marges de l'Europe. Sous Angela Merkel et François Hollande, le couple franco-allemand a tenté, en addition des forces mais sans succès éclatant, d'aider à trouver un accord pragmatique à Minsk, Paris et Berlin négociant avec la Russie et l'Ukraine au nom de la partie occidentale. Le couple souhaite être passé en quelque sorte d'un système de rouages complexes à un moteur électrique franco-allemand. Mais alors il fallait aussi agir ensemble dans le dossier du nucléaire iranien et aussi sur le terrain africain où l'intérêt immédiat de l'Europe est d'empêcher les progrès de l'islamisme et les déstabilisations régionales pour se protéger soi-même du terrorisme: trouver une possibilité d'engagement technique allemand compatible avec la retenue, car le réalisme impose de combiner les traditions de la France et de l'Allemagne, si longues à bouger dans les opinions. Cette promenade nous a finalement conduits de Minsk au Mali, une acception plus sérieuse de l'acronyme M'n'M devenu en vogue avec les noms de Angela Merkel et d'Emmanuel Macron. L'élection de ce dernier au printemps 2017 et les nouvelles initiatives proposées, avec passion, pourraient faire imaginer que, de moteur, le couple franco-allemand soit devenu une sorte de *plug-in*, ce petit logiciel qui se greffe à un programme principal pour lui conférer de nouvelles fonctionnalités. Qui sait?

Au terme de ces réflexions, nous retenons la résistance de l'acquis, la dépendance du chemin parcouru qui se retrouve dans les dilemmes et contradictions de deux puissances moyennes. Pour l'Allemagne, trouver l'équilibre entre retenue et influence, une attention accrue aux valeurs, et surtout ne pas donner l'impression de revendiquer un leadership⁵⁰. Pour la France, trouver l'équilibre entre la permanence d'un projet national, une ambition européenne mais aussi globale, avec des idéaux universalistes conservés. Avec, comme l'a suggéré le président Macron dans son discours aux ambassadeurs le 29 août 2017, la »voix« que la France veut faire entendre désormais aussi pour les Européens dans le monde. Comme en 1950, le temps pourrait être venu de reprendre la main, dans une convergence franco-allemande qui n'est pas impensable. Comme le rappelle la biologie, la convergence qualifie »une ressemblance acquise entre des animaux ou des plantes vivant dans un même milieu, ayant le même mode de locomotion ou le même régime alimentaire, alors que leurs ancêtres étaient

49 Hubert VÉDRINE, *Les mondes de François Mitterrand*, Paris 1996, p. 131.

50 KUNZ, MARTENS, STARK (dir.) (voir. n. 38), p. 13–14.

beaucoup plus différents». Si, comme le comprend la neurologie, la convergence est »l'intégration par une cellule nerveuse des signaux venus d'endroits différents qui convergent sur elle«, il semble bien que des signaux très intenses convergent sur la France et l'Allemagne en Europe. Reste à savoir, mais cela ce n'est plus le travail de l'historien, reste à savoir si les deux pays sauront décrypter ensemble ces signaux.